

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**P R É F E C T U R E   D U   B A S - R H I N**

DIRECTION DES ACTIONS  
DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement et  
des Espaces Naturels

**ARRETE COMPLEMENTAIRE**

**Société STEELCASE-STRAFOR**  
**56, rue Jean Giraudoux - 67200 STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN**

LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et plus particulièrement son article 6 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1994 autorisant la société STEELCASE-STRAFOR à exercer sur son site 56, rue Jean Giraudoux à STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN les activités de conception, fabrication et commercialisation de mobiliers de bureaux et rangements,
- VU le résultat des analyses effectuées par la Société BURGEAP sur les prélèvements dans les piézomètres du site STEELCASE-STRAFOR transmis par l'exploitant le 26 février 1996 ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 5 décembre 1996 ;
- CONSIDERANT que la pollution des eaux souterraines par le tétrachloroéthylène peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 susvisée et particulièrement aux industries agro-alimentaires situées en aval de l'usine STEELCASE-STRAFOR ;
- CONSIDERANT la nécessité de prendre des mesures d'urgence pour traiter le foyer de pollution mis en évidence dans la nappe phréatique et les terrains sus-jacents,
- CONSIDERANT que cette urgence ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du conseil départemental d'hygiène ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

.../...

## ARRETE

### **Article 1 :**

La société STEELCASE-STRAFOR devra mettre en oeuvre, dans son établissement situé 56, rue Jean Giraudoux à STRASBOURG, les remèdes nécessaires pour que la teneur en tétrachloroéthylène mesurée dans la nappe phréatique en aval immédiat de son établissement, dans le sens d'écoulement de la nappe, ne soit pas supérieure à celle mesurée en amont de l'établissement, quelle que soit la profondeur de la nappe phréatique.

### **Article 2 :**

La Société STEELCASE-STRAFOR devra informer le Préfet dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté des dispositions retenues pour se conformer à l'article 1er.

### **Article 3 :**

Le dispositif de dépollution sera mis en service dans un délai de trois mois après la notification du présent arrêté.

### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture,  
le directeur de la Société STEELCASE-STRAFOR  
l'inspecteur des installations classées auprès de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société STEELCASE-STRAFOR.

Strasbourg, le **30 DEC. 1996**

LE PREFET  
P. LE PREFET

Le Secrétaire Général Adjoint  
chargé de l'arrondissement chef-lieu

Josiane LECRIGNY

#### Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663  
du 19 juillet 1976 relative aux  
installations classées pour la  
protection de l'environnement).  
La présente décision ne peut être  
déférée qu'au tribunal administratif.  
Le délai de recours est de deux mois  
pour le demandeur ou l'exploitant.  
Le délai commence à courir du jour  
où la présente décision a été notifiée.



Pour ampliation  
P. le Secrétaire Général,  
le Secrétaire Administratif,  
Marie-France GODART